

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

NIGERIA : À LAGOS, UNE DEUXIÈME VAGUE DE CORONAVIRUS PLUS "CONTAGIEUSE" ET "PLUS MORTELLE"

Le coronavirus progresse rapidement à Lagos, capitale économique du Nigeria, qui fait face à une deuxième vague "plus contagieuse" et "plus mortelle" que la précédente, alors que les structures hospitalières commencent à être débordées et qu'une large partie de ses habitants ignore les recommandations sanitaires. La journée, sur les plages bondées de la ville la plus peuplée d'Afrique, des milliers de fêtards et familles se retrouvent à l'occasion des fêtes de fin d'année, sans masque ou respect des mesures barrières.

UE : SOMMET EN VISIOCONFÉRENCE LE 21 JANVIER

Un sommet de l'UE se tiendra le 21 janvier par visioconférence sur la coordination entre les Vingt-Sept face à la crise sanitaire, a annoncé vendredi un porte-parole du Conseil. Cette réunion prévue à 17H00 GMT aura lieu alors que des critiques se sont élevées sur la lenteur des campagnes de vaccination contre le Covid-19 dans certains pays.

NUCLÉAIRE : POUR L'IRAN, LE RETOUR DES ETATS-UNIS À L'ACCORD PEUT ATTENDRE

L'Iran n'est pas pressé de voir les Etats-Unis revenir à l'accord international sur le nucléaire iranien et exige avant tout la levée des sanctions américaines qui asphyxient son économie, a déclaré vendredi le guide suprême iranien. La question n'est pas "que l'Amérique revienne ou non ; nous ne sommes pas pressés et nous n'insistons pas pour qu'elle revienne", a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei.

Centrafrique : que sait-on des rebelles ?

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

EN décembre dernier, six groupes armés qui contrôlaient déjà deux tiers de la Centrafrique s'unissaient dans une coalition rebelle contre-nature pour une "grande marche inexorable" sur Bangui, dix jours avant les élections présidentielle et législatives. Il était alors question d'empêcher la réélection du président Faustin Archange Touadéra. Les élections ont bien eu lieu le 27 décembre, mais seul un électeur inscrit sur deux a pu avoir l'opportunité d'aller voter dans ce pays ravagé depuis 8 ans par une guerre civile ravivée par cette nouvelle offensive. Et M. Touadéra a été déclaré réélu. Depuis lors, la situation militaire est confuse mais, 20 jours après le début de leur "offensive", les insurgés ont certes largement contribué à décrédibiliser le scrutin mais ont peu progressé vers la capitale. Voici ce que l'on sait de cette offensive que M. Touadéra qualifie de "tentative de coup d'Etat" par son plus grand rival, l'ex-président François Bozizé. En outre, la Coalition des Patriotes pour le changement (CPC) est une alliance rebelle hétéroclite des six plus puissants parmi 14 groupes armés pourtant signataires d'un accord de paix en 2019, entre eux-mêmes et avec le gouvernement. Mais ils sont surtout d'anciens ennemis jurés qui se retrouvent sur un agenda commun, renverser Touadéra, sous la bannière de Bozizé. Ce dernier l'a longtemps nié avant d'annoncer son "soutien" à la CPC le jour du vote. Cette rébellion est formée par des milices anti-balaka fidèles à Bozizé, alliées à des groupes à dominante peule et musulmane qui avaient pourtant, au sein de la coalition Séléka, renversé le président Bozizé en 2013, événement déclencheur de la guerre civile. Au début du conflit, Séléka et anti-balakas, principalement animistes et chrétiens, avaient plongé le pays dans un chaos sanglant. En 2015, l'ONU avait accusé les deux camps de crimes



Les rebelles en embuscade, non loin de Bangui.

de guerre et contre l'Humanité. Face à eux, Bangui compte sur près de 12 000 Casques bleus de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) depuis 2014, dont 300 soldats des forces

spéciales portugaises. Mais ceux qui mènent le gros des combats, selon les experts et plusieurs témoignages, sont des renforts dépêchés peu après l'offensive par le Rwanda et la Russie, sou-

tien de poids de M. Touadéra. Kigali et Moscou ont chacun envoyé "plusieurs centaines" de combattants, selon Bangui. "300 instructeurs militaires", a corrigé Moscou.

Rumeurs et confusion sur le terrain

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

UNE offensive sur Bangui n'est pas complètement exclue mais les rebelles semblent bloqués dans leur progression par des combattants étrangers aguerris et bien mieux armés qu'eux. Ils ont seulement lancé ici et là des attaques contre des villes dans lesquelles le pouvoir avait réinstallé des autorités locales sous la protection de la Minusca. "On n'a pas noté d'attaque depuis au moins dix jours", assure aujourd'hui le colonel Abdoulaziz Fall, porte-parole militaire de la Minusca, ajoutant : "Des éléments armés sont toujours dans la brousse çà et là mais nous n'avons pas noté de mouvement significatif, hormis à Bangassou". En dehors de trois Casques bleus burundais tués, il n'y a pas de bilan officiel, mais la CPC admet dès le 19 décembre "de nombreuses pertes en vies



Les forces de l'Onu en Centrafrique sécurisent Bangui.

humaines" dans ses rangs. Les rebelles ont adopté une "stratégie de guérilla", explique Roland Marchal, chercheur CERI de Sciences Po Paris. Si FACA et Minusca exercent un contrôle tout relatif sur des grandes villes, les insurgés se déplacent librement dans la brousse et entretiennent l'insécurité sur les axes de ravitaillement et dans les bourgades. Aujourd'hui, les camions ne circulent plus

sur l'axe routier crucial pour l'approvisionnement de Bangui depuis le Cameroun. "C'est une guerre qui risque de durer, les rebelles ont un objectif de long terme", analyse Nathalia Dukhan, de l'ONG américaine The Sentry. "Ils mettent la main sur les ressources naturelles, pour étouffer économiquement les autorités de Bangui, mais aussi pour pouvoir acheter des armes", ajoute-t-elle.